

LES EXPERTS-COMPTABLES FONT PARLER LES COMPTES DES TPE & PME

Analyse des données 2019
Synthèse de l'analyse nationale



Octobre 2020

www.experts-comptables.fr

Sommaire

Sommaire	2
Les chiffres clés.....	3
Les performances des TPE-PME en 2019 passées au crible.....	4
Vue d'ensemble	4
Le chiffre d'affaires.....	4
L'excédent brut d'exploitation (EBE).....	7
L'investissement.....	9
Le compte d'exploitation des entreprises selon les régimes fiscaux.....	12
Le chiffre d'affaires des entreprises par région	15
Focus sur 5 secteurs clés de l'économie française	17
Le commerce	17
La construction	22
L'hébergement-restauration	25
L'industrie manufacturière.....	31
Le transport-entreposage.....	34
Repères méthodologiques.....	39
Qu'est-ce que Statexpert ?.....	39
Précisions méthodologiques	42
Contacts / Informations	42



2019

Les chiffres clés

S'il ne fallait en retenir que quelques-uns...

+3,9%

Evolution du chiffre d'affaires des TPE-PME en 2019

Évolution de l'investissement des TPE-PME en 2019

+4,6%

36,3%

Le taux de valeur ajoutée des TPE-PME en 2019 (en % du CA)

Évolution de l'excédent brut d'exploitation des TPE-PME
soumises à l'IS en 2019

+4,5%

+1,2%

Évolution de l'excédent brut d'exploitation des TPE-PME
relevant des BIC en 2019

Taux d'EBE/CA des TPE-PME soumises à l'IS en 2019

7,6%

16,0%

Taux d'EBE/CA des TPE-PME relevant des BIC en 2019

2019

Les performances des TPE-PME en 2019 passées au crible

Vue d'ensemble

Le chiffre d'affaires



Le chiffre d'affaires des TPE-PME françaises de la base Statexpert est resté bien orienté en 2019. Sa progression a certes été moins prononcée qu'en 2018, mais avec une croissance de +3,9%, les 876 638 entreprises analysées ont, une fois de plus, fait preuve de dynamisme.

- Si l'on observe naturellement quelques différences selon la taille, l'activité et/ou la région d'implantation, il est important de noter que toutes les tailles d'entreprises, tous les secteurs d'activité analysés et toutes les régions administratives ont affiché une activité en hausse en 2019. Dit autrement, la croissance est demeurée un phénomène global et non le fait de quelques entreprises de quelques secteurs et/ou de quelques régions.
- Naturellement, les événements de ces derniers mois imposent de tempérer cet enthousiasme. Les entreprises ont durement souffert (et elles continuent de souffrir à l'heure où nous écrivons ces lignes) et certains secteurs en sortiront sans aucun doute durablement affectés. C'est notamment le cas des activités liées au tourisme, à l'événementiel, au spectacle, au transport, etc.

Une analyse plus fine de l'évolution du chiffre d'affaires des TPE-PME françaises pour l'année 2019 nous livre les enseignements suivants :

- **Selon la taille des entreprises**



Les entreprises de la base Statexpert, quelle que soit leur taille, ont affiché un chiffre d'affaires en hausse en 2019. Cela dit, toutes les catégories d'entreprises ont affiché une croissance moins prononcée qu'en 2018. Notons également que ce sont une nouvelle fois les plus grandes entreprises qui ont affiché la croissance la plus soutenue.

- Comme c'est le cas depuis que l'Ordre des experts-comptables analyse les données de Statexpert (2015), plus les entreprises sont grandes, plus la croissance de leur chiffre d'affaires est prononcée : de +1,0% de croissance en 2019 pour les plus petites entreprises de la base Statexpert¹, contre +4,7% pour les plus grandes².

¹ Celles dont le chiffre d'affaires annuel moyen sur les 3 dernières années est inférieur à 150 k€.

² Celles dont le chiffre d'affaires annuel moyen sur les 3 dernières années est supérieur à 1 M€.

- Notons par ailleurs que toutes les entreprises de la base Statexpert, quelle que soit leur taille, ont vu la progression de leur chiffre d'affaires ralentir en 2019. Autrement dit, le ralentissement de l'activité a été généralisé en 2019, ce qui n'était pas forcément le cas en 2018 (cette année-là, seules les plus grandes entreprises de la base avaient en effet dû composer avec un ralentissement de leur croissance).

- [Selon le secteur d'activité](#)



Les cinq grands secteurs d'activité suivis par l'Ordre des experts-comptables ont tous affiché une progression de leur chiffre d'affaires en 2019 (comme c'était déjà le cas en 2018). Mais, pour la majorité d'entre eux, la croissance a toutefois été moins dynamique qu'en 2018.

- Sur les cinq grands secteurs analysés, seul celui de la construction a affiché une croissance 2019 supérieure à celle de 2018. Pour les autres, le ralentissement a été plus ou moins marqué. Même s'il est difficile de chiffrer leur impact, signalons que ces quatre secteurs (l'hébergement-restauration, l'industrie manufacturière, le commerce et le transport-entreposage) sont tous susceptibles d'avoir été pénalisés par les mouvements sociaux liés aux gilets jaunes ou à la réforme du système de retraite en fin d'année 2019.
- Dans ce contexte social tourmenté, les entreprises du secteur de la construction ont néanmoins terminé l'année 2019 avec une croissance de leur chiffre d'affaires de +6,2%. Une excellente performance après un millésime 2018 déjà bien orienté. En d'autres termes, la construction a clairement confirmé, dans le sillage d'un marché du logement toujours euphorique, son rôle de moteur de l'économie hexagonale au cours des deux dernières années.

- [Selon la région](#)

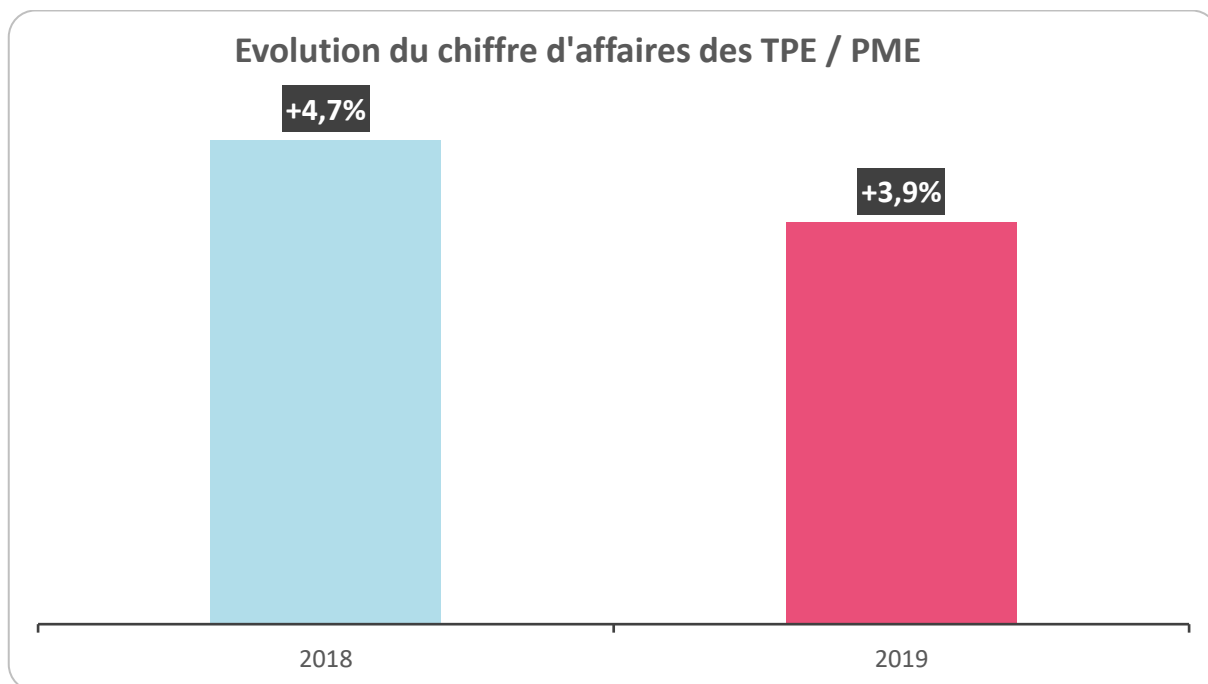


Toutes les régions métropolitaines ont connu la croissance en 2019, mais toutes ont dû composer avec un ralentissement de la croissance de leurs TPE-PME.

- Comme en 2018, la croissance des TPE-PME françaises de la base Statexpert a concerné toutes les régions de l'Hexagone au cours de l'année 2019 et cette croissance a été relativement homogène selon les territoires.
- Si l'on considère les régions métropolitaines³, les championnes de la croissance, pour l'année 2019, sont : les Pays de la Loire (+4,8% par rapport à 2018), l'Île-de-France (+4,4%) et la Bretagne (+4,3%). C'est donc la deuxième année consécutive que les Pays-de-la-Loire occupent la première place du classement de la croissance.
- En termes de chiffre d'affaires, on observe également certaines disparités selon les régions. Au sein des régions métropolitaines, le chiffre d'affaires moyen par entreprise s'échelonne en effet de 576 k€ pour

³ Compte tenu de la taille relativement réduite de leur échantillon, la situation des entreprises ultra-marines doit être appréhendée avec une certaine prudence.

les TPE-PME de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur à 835 k€ pour celles de la région Ile-de-France (soit environ 45% de plus).



Source : Données issues de la base Statexpert - Évolutions annuelles sur la base d'un périmètre constant sur trois ans (876 638 entreprises)

2019

L'excédent brut d'exploitation (EBE)



En matière d'excédent brut d'exploitation, les entreprises de la base Statexpert ont connu des fortunes diverses en 2019.

- **Les entreprises soumises à l'IS** ont affiché une progression de leur excédent brut d'exploitation nettement plus soutenue en 2019 qu'en 2018 (+4,5%, contre +1,5% l'année précédente). Dans ces conditions, ces TPE-PME sont parvenues à stabiliser leur taux d'excédent brut d'exploitation à 7,6% de leur chiffre d'affaires en 2019, alors que cet indicateur s'était sensiblement dégradé en 2018.
 - En 2019, les entreprises soumises à l'IS, quelle que soit leur taille, ont affiché un excédent brut d'exploitation (en valeur) en hausse. Néanmoins, toutes ont vu leur taux d'excédent brut d'exploitation se contracter légèrement sur la période 2017-2019 : -0,1 point pour les entreprises des tranches 3⁴ et 4⁵, -0,6 point pour celles de la tranche 2⁶ et -0,7 point pour les plus petites d'entre-elles⁷.
 - Autrement dit, comme nous pouvions l'observer dans le cadre de nos précédentes analyses annuelles, ce sont une nouvelle fois les entreprises de petite taille qui rencontrent le plus de difficultés (même si leur situation s'est améliorée en 2019 en ce qui concerne l'évolution de leur excédent brut d'exploitation).

- **Les entreprises relevant du régime des BIC** (le plus souvent des entreprises de petite taille⁸) ont vu leur excédent brut d'exploitation progresser de façon (très) légèrement plus marquée que leur chiffre d'affaires en 2019.
 - Dans ces conditions, les entreprises relevant de ce régime sont parvenues à relever leur taux d'excédent brut d'exploitation à 16% de leur chiffre d'affaires, soit le même niveau que celui observable en 2017.
 - Notons que, contrairement à ce que l'on observe dans les autres régimes fiscaux, ce sont les entreprises des tranches 1 et 2 (moins de 750 k€ de chiffre d'affaires) qui s'en sortent le mieux en matière de performances d'exploitation.
 - Seules les entreprises de la tranche 3, qui réalisent un chiffre d'affaires moyen sur les trois dernières années compris entre 750 k€ et 7,5 M€⁹, ont en effet vu leur taux d'excédent brut d'exploitation se contracter sur la période 2017-2019.

- **Les entreprises relevant du régime des BNC** ont également affiché une deuxième année consécutive de progression de leur excédent brut d'exploitation en 2019, quelle que soit leur taille.
 - Cela dit, toutes les catégories d'entreprises relevant des BNC ont dû composer avec un ralentissement de la croissance de leur excédent brut d'exploitation en 2019 et toutes ont vu leur taux d'excédent brut d'exploitation se contracter sur la période 2017-2019.

⁴ Entre 750 k€ et 7,5 M€ de chiffre d'affaires moyen sur les trois dernières années.

⁵ Plus 7,5 M€ de chiffre d'affaires moyen sur les trois dernières années.

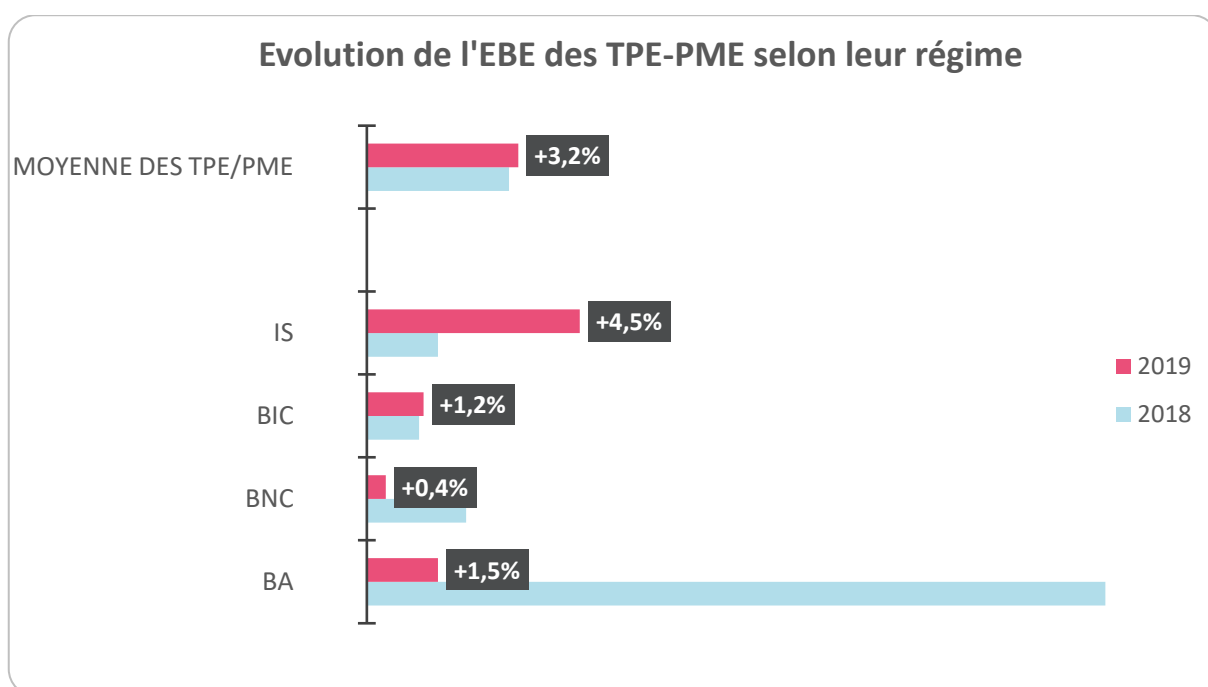
⁶ Entre 150 k€ et 750 k€ de chiffre d'affaires moyen sur les trois dernières années.

⁷ Moins de 150 k€ de chiffre d'affaires moyen sur les trois dernières années.

⁸ Les entreprises relevant des BIC, qui représentent plus de 17% des TPE-PME de la base Statexpert, assurent « seulement » 5,5% du chiffre d'affaires cumulé.

⁹ Les entreprises de la tranche 4 relevant des BIC ne sont pas analysées dans le cadre de cette étude compte tenu de la faiblesse de la base.

- Un taux d'exploitation qui s'est établi, pour l'ensemble des entreprises de la base relevant du régime des BNC, à 44,7% de leur chiffre d'affaires en 2018, soit 0,6 point de moins que le niveau de 2017¹⁰.
- **Les entreprises relevant du régime des bénéficiaires agricoles** affichent, compte tenu de leur activité, des performances d'exploitation plus volatiles que les entreprises des autres régimes fiscaux.
 - Après une année 2018 d'excellente facture, les performances d'exploitation de ces TPE-PME agricoles se sont légèrement tassées en 2019. Cela dit, sur la période 2017-2019, ce sont clairement les entreprises qui affichent la meilleure progression, avec un taux d'excédent brut d'exploitation représentant 27,3% de leur chiffre d'affaires en 2019, en hausse de près de 2 points par rapport au niveau de 2017.
 - Notons enfin que, comme c'est le plus souvent le cas, ce sont les entreprises agricoles d'une certaine taille qui affichent le plus grand dynamisme en matière de performances d'exploitation sur la période 2017-2019.



Source : Données issues de la base Statexpert - Évolutions annuelles sur la base d'un périmètre constant sur trois ans (876 638 entreprises)

¹⁰ Rappelons que, dans les entreprises relevant des statuts des BIC, des BNC et des BA, la rémunération du dirigeant n'est pas intégrée dans les charges de personnel. C'est pourquoi leur résultat brut d'exploitation est sensiblement plus élevé que ce que l'on observe dans les entreprises soumises à l'IS.

L'investissement

Précision méthodologique

L'interprétation des données concernant l'investissement doit être faite en gardant à l'esprit la méthodologie retenue dans le cadre de cette étude :

- Les données présentées sont issues d'un périmètre constant d'entreprises sur les trois exercices analysés, le critère de sélection étant le chiffre d'affaires. Autrement dit, seules les entreprises ayant déclaré un chiffre d'affaires en 2017, 2018 et 2019 ont été retenues pour l'analyse.
- Toutes ces entreprises n'ont toutefois pas investi au cours de ces trois années. Certaines ont pu le faire, mais d'autres ont très bien pu n'investir que sur deux années, sur une seule, voire ne pas investir du tout sur la période. Le nombre d'entreprises ayant effectivement engagé des dépenses d'investissement n'est donc pas le même chaque année.



En dépit du ralentissement de l'activité, les entreprises de la base Statexpert ont continué de faire preuve d'un certain dynamisme en matière d'investissement en 2019. Leurs dépenses en la matière ont en effet progressé de +4,6% cette année-là, soit à un rythme plus soutenu que lors de l'exercice précédent, qui était déjà de bonne facture.

■ Selon la taille des entreprises



Toutes les tailles d'entreprises ont affiché des dépenses d'investissement en hausse en 2019, ce qui n'était pas le cas en 2018. Autrement dit, la « confiance en l'avenir » s'est généralisée à toutes les tailles d'entreprises (en moyenne et avant l'épisode Covid-19).

- Contrairement à ce que l'on observait en 2018, ce sont les plus grandes entreprises de la base¹¹ qui ont affiché la croissance la moins dynamique en matière d'investissement. In fine, sur l'ensemble de la période 2017-2019, ce sont ces grandes entreprises qui affichent la progression la plus forte en matière de dépense d'investissement cumulée.
- Les trois autres tranches d'entreprises de la base Statexpert ont sensiblement accru leurs dépenses d'investissement en 2019, avec des progressions supérieures à +5% pour chacune de ces catégories d'entreprises.

¹¹ Celles dont le chiffre d'affaires annuel moyen sur les 3 dernières années est compris en 7,5 et 50 M€.

■ Selon le secteur d'activité



Les cinq grands secteurs d'activité suivis chaque année par l'Ordre des experts-comptables ont également affiché des dépenses d'investissement en hausse en 2019 ; le plus souvent avec une hausse supérieure à celle de 2018.

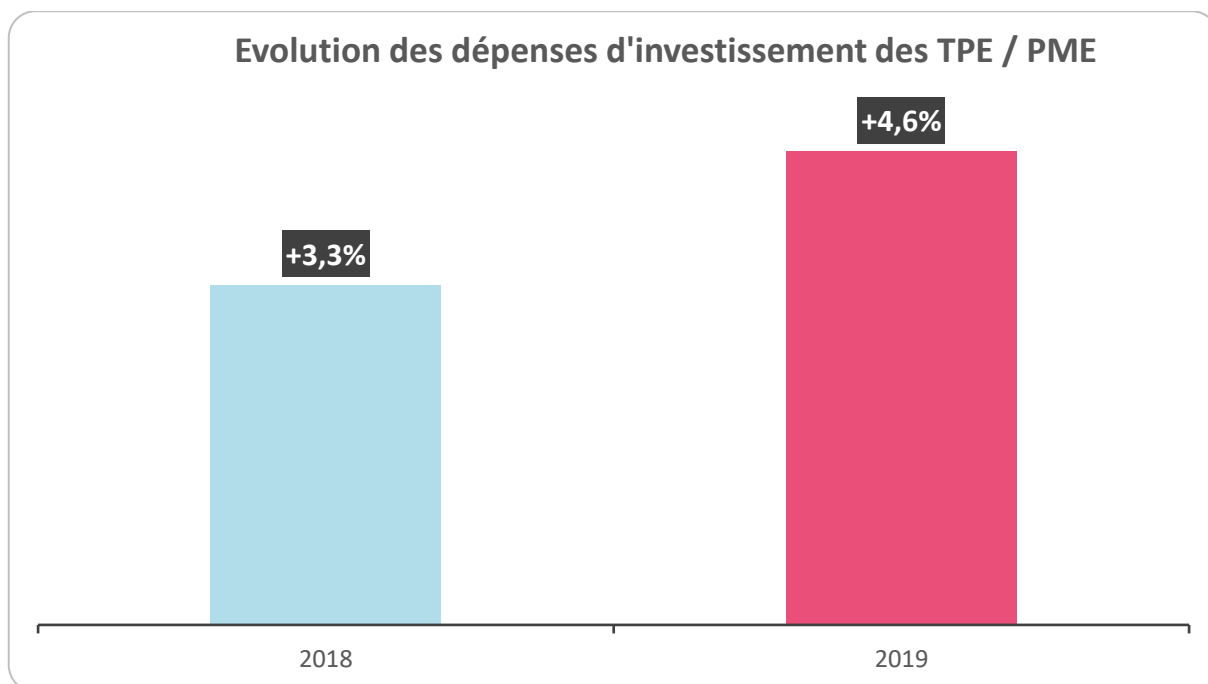
- Ce sont les TPE-PME des secteurs de la construction et du transport-entreposage qui se sont montrées les plus dynamiques en 2019, en matière de dépenses d'investissement, avec des progressions respectives de +6,9% et +5,2%.
- Les dirigeants de TPE-PME exerçant dans les secteurs du commerce et de l'hébergement-restauration, qui avaient fait preuve d'une certaine prudence en 2018, ont également retrouvé le chemin de l'investissement en 2019. C'est notamment une bonne nouvelle pour les professionnels de l'hébergement-restauration qui sortent de plusieurs années compliquées. Ces entreprises avaient réduit leurs dépenses d'investissement en 2018.

■ Selon la région



Toutes les régions métropolitaines ont affiché une hausse des dépenses d'investissement de leur TPE-PME en 2019. Un autre signe qui démontre que la bonne santé de l'économie est un phénomène global et généralisé.

- Notons que ce sont les entreprises des régions Nouvelle-Aquitaine, Hauts-de-France et Bretagne, qui affichent les plus fortes croissances en matière de dépenses d'investissement, avec des hausses supérieures à +7% en 2019
- Sur la période 2017-2019, ce sont les entreprises localisées dans la région des Hauts-de-France qui enregistrent la plus forte hausse de leurs dépenses d'investissement, avec une progression cumulée de plus de +10%.



Source : Données issues de la base Statexpert - Évolutions annuelles sur la base d'un périmètre constant sur trois ans (876 638 entreprises)

2019

Le compte d'exploitation des entreprises selon les régimes fiscaux

L'analyse des comptes d'exploitation des entreprises de la base Statexpert en fonction de leur régime fiscal livre trois grands types d'enseignements :



L'activité des TPE-PME françaises a certes marqué (légèrement) le pas en 2019, mais elle est restée bien orientée.

- Toutes les catégories d'entreprises ont vu la progression de leur chiffre d'affaires ralentir en 2019. Cela dit, la croissance du chiffre d'affaires est restée supérieure à +3% pour les TPE-PME soumises à l'IS¹² (+4,3%) et pour celles relevant des bénéfices agricoles (+3,3 %). Pour les entreprises relevant des régimes des BIC et des BNC, la progression du chiffre d'affaires a été plus modeste, aux alentours de +1%.



La bonne tenue de l'activité s'est traduite au niveau des performances d'exploitation pour toutes les catégories d'entreprises.

- Comme c'était le cas en 2018, toutes les entreprises, quel que soit leur régime fiscal, ont affiché un excédent brut d'exploitation en progression en 2019. Mais sur la période 2017-2019, seules celles relevant du régime des bénéfices agricoles¹³ sont parvenues à faire progresser leur taux de résultat d'exploitation.



En dépit des tensions sur les performances d'exploitation, les TPE-PME sont parvenues à améliorer leur taux de résultat net entre 2017 et 2019.

- Dans le sillage d'un résultat exceptionnel en nette progression, toutes les catégories d'entreprises de la base Statexpert sont parvenues à améliorer leur taux de résultat net sur la période 2017-2019, qu'elles soient soumises à l'IS ou qu'elles relèvent des régimes des BIC, des BNC ou des BA.

2019

¹² Rappelons que ces entreprises soumises à l'IS sont à la fois les plus nombreuses au sein de la base Statexpert et celles qui présentent la taille moyenne la plus importante. Leur chiffre d'affaires moyen dépassait en effet le million d'euros en 2019, contre « seulement » 220 k€ pour celles relevant du régime des BIC et moins de 170 k€ pour celles relevant du régime des BNC.

¹³ Notons que les performances des entreprises agricoles sont traditionnellement très volatiles. Après quelques années difficiles, 2018 a ainsi fait figure de bon millésime, avec un net rebond de leur résultat d'exploitation et une très forte croissance de leur résultat net.

- Comptes d'exploitation types des entreprises soumises à l'IS

Compte d'exploitation type des entreprises soumises à l'IS					
	2017 <i>En % du CA</i>	2018 <i>En % du CA</i>	2018/2017	2019 <i>En % du CA</i>	2019/2018
Chiffre d'affaires moyen en k€	956 k€	1 004 k€	+5,0%	1 047 k€	+4,3%
Chiffre d'affaires (base 100)	100,0	100,0	+5,0%	100,0	+4,3%
Valeur ajoutée	34,7	34,6	+4,6%	34,4	+3,6%
Charges de personnel	25,9	26,0	+5,2%	25,8	+3,5%
Excédent brut d'exploitation	7,9	7,6	+1,5%	7,6	+4,5%
Résultat net avant IS	4,0	4,1	+7,6%	4,1	+3,7%
Impôt sur les sociétés	1,3	1,3	+0,0%	1,4	+16,3%
Résultat net après IS	5,3	5,3	+5,7%	5,5	+6,7%
Investissements (en % du CA)	6,6%	6,5%	+3,8%	6,5%	+4,7%
BFR (en jours de CA HT)	47,8	48,7	+1,0	49,2	+0,4
Trésorerie (en % du total bilan)	18,1%	18,0%	+3,9%	18,8%	+9,0%

Source : Données issues de la base Statexpert – Evolutions annuelles sur la base d'un périmètre constant sur trois ans (521 282 entreprises)

Note : les variations 2017/2016 et 2018/2017 sont calculées à partir des données brutes en €.

- Compte d'exploitation type des entreprises relevant des BIC

Compte d'exploitation type des entreprises relevant des BIC					
	2017 <i>En % du CA</i>	2018 <i>En % du CA</i>	2018/2017	2019 <i>En % du CA</i>	2019/2018
Chiffre d'affaires moyen en k€	215 k€	218 k€	+1,5%	220 k€	+1,1%
Chiffre d'affaires (base 100)	100,0	100,0	+1,5%	100,0	+1,1%
Valeur ajoutée	39,1	39,1	+1,6%	39,0	+0,8%
Charges de personnel	21,3	21,2	+0,9%	21,0	+0,1%
Excédent brut d'exploitation	16,0	15,9	+1,1%	16,0	+1,2%
Résultat net	12,1	12,3	+2,9%	12,8	+5,3%
Investissements (en % du CA)	5,2%	4,9%	-5,1%	4,9%	+1,2%
BFR (en jours de CA HT)	21,3	20,6	-0,7	19,3	-1,3
Trésorerie (en % du total bilan)	13,6%	13,8%	+1,3%	14,6%	+6,6%

Source : Données issues de la base Statexpert – Evolutions annuelles sur la base d'un périmètre constant sur trois ans (152 834 entreprises)

Note : les variations 2017/2016 et 2018/2017 sont calculées à partir des données brutes en €.

- Compte d'exploitation type des entreprises relevant des BNC

Compte d'exploitation type des entreprises relevant des BNC					
	2017 <i>En % du CA</i>	2018 <i>En % du CA</i>	2018/2017	2019 <i>En % du CA</i>	2019/2018
Chiffre d'affaires moyen en k€	161 k€	165 k€	+2,8%	167 k€	+1,2%
Chiffre d'affaires (base 100)	100,0	100,0	+2,8%	100,0	+1,2%
Valeur ajoutée	70,4	70,5	+3,1%	70,2	+0,7%
Charges de personnel	24,0	24,2	+3,7%	24,3	+1,4%
Excédent brut d'exploitation	45,3	45,0	+2,1%	44,7	+0,4%
Résultat net	45,4	45,3	+2,5%	45,0	+0,5%

Source : Données issues de la base Statexpert – Evolutions annuelles sur la base d'un périmètre constant sur trois ans (174 511 entreprises)

Note : les variations 2017/2016 et 2018/2017 sont calculées à partir des données brutes en €.

- Les entreprises relevant du régime des bénéficiaires agricoles

Compte d'exploitation type des entreprises relevant des BA					
	2017 <i>En % du CA</i>	2018 <i>En % du CA</i>	2018/2017	2019 <i>En % du CA</i>	2019/2018
Chiffre d'affaires moyen en k€	230 k€	243 k€	+5,7%	251 k€	+3,3%
Chiffre d'affaires (base 100)	100,0	100,0	+5,7%	100,0	+3,3%
Valeur ajoutée	26,8	29,9	+18,3%	29,6	+2,2%
Charges de personnel	14,7	14,4	+3,6%	14,1	+0,7%
Excédent brut d'exploitation	25,5	27,8	+15,6%	27,3	+1,5%
Résultat net	7,4	11,4	+63,1%	11,8	+7,4%
Investissements (en % du CA)	11,3%	10,9%	+2,4%	11,6%	+9,4%
BFR (en jours de CA HT)	207,4	201,1	-6,3	198,5	-2,6
Trésorerie (en % du total bilan)	4,1%	5,0%	+23,2%	5,4%	+10,6%

Source : Données issues de la base Statexpert – Evolutions annuelles sur la base d'un périmètre constant sur trois ans (28 011 entreprises)

Note : les variations 2015/2014 et 2016/2015 sont calculées à partir des données brutes en €.



Le chiffre d'affaires des entreprises par région



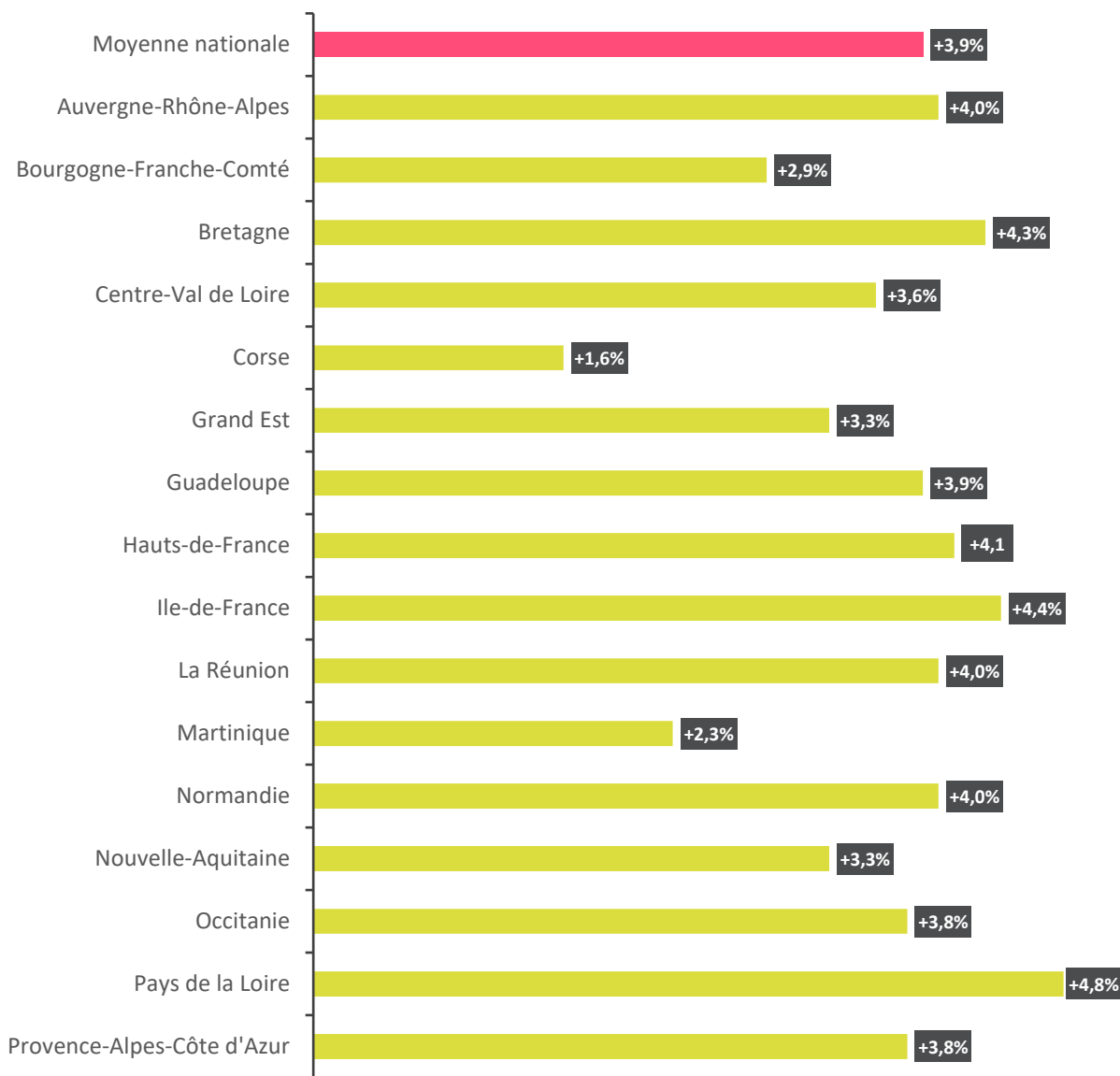
Toutes les régions métropolitaines ont dû composer avec un ralentissement de la croissance de leurs TPE-PME en 2019.

- Six régions administratives françaises ont vu leurs entreprises afficher une croissance de plus de +4,0% en 2019.
 - Les TPE-PME des Pays de la Loire confirment leur dynamisme, avec une progression de leur activité de +4,8% en 2019. Viennent ensuite les entreprises franciliennes (+4,4%), les bretonnes (+4,3%), celles des Hauts-de-France (+4,1%) et celles des régions Normandie, Auvergne-Rhône-Alpes et Réunion (+4,0%). Notons que la plupart de ces régions figuraient déjà parmi les plus dynamiques de l'Hexagone en 2018.
 - Compte tenu de la taille relativement réduite de leur échantillon, la situation des entreprises ultramarines doit être appréhendée avec une certaine prudence.
 - Plus les échantillons sont petits, plus les données sont en effet susceptibles d'être volatiles¹⁴. C'est pourquoi les données concernant Mayotte n'ont pas été présentées dans le cadre de cette analyse.
 - Au sein de ces entreprises, ce sont celles des régions Réunion et Guadeloupe qui s'en sortent le mieux, avec des croissances moyennes de leur chiffre d'affaires de +4,0% et +3,9%. Les TPE-PME des régions Guyane et Martinique ont affiché des performances un ton en dessous, avec un chiffre d'affaires en hausse de respectivement +3,2% et +2,4% en 2019.
- En 2019, le chiffre d'affaires moyen des entreprises de la base Statexpert a dépassé les 702 k€, contre 676 k€ l'année précédente. En termes de chiffre d'affaires moyen par entreprise, les disparités sont toutefois grandes entre les régions.
 - Les TPE-PME franciliennes sont celles de plus grande taille. En moyenne, elles ont affiché un chiffre d'affaires de près de 835 k€ en 2019. Notons que seules les TPE-PME des Pays de la Loire dépassent également la barre des 800 k€ de chiffre d'affaires annuel moyen.
 - Les entreprises guadeloupéennes sont, à l'inverse, les plus petites de la base Statexpert, avec un chiffre d'affaires moyen de 575 k€ en 2019. Et, parmi les régions métropolitaines, ce sont les TPE-PME de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur qui présentent le chiffre d'affaires moyen le moins élevé : 546 k€ en 2019.

2019

¹⁴ Et ce en dépit des multiples contrôles de cohérence effectués dans le cadre de l'analyse des données de la base Statexpert

Evolution 2019 du chiffre d'affaires des TPE-PME selon les régions



Source : Données issues de la base Statexpert - Évolutions annuelles sur la base d'un périmètre constant sur trois ans (876 638 entreprises). Les données concernant les territoires d'Outre-mer (particulièrement celles de la Martinique et de la Guadeloupe) reposent sur des échantillons relativement faibles (voir étude complète), c'est pourquoi ces données doivent être appréhendés avec prudence.

2019

Focus sur 5 secteurs clés de l'économie française

Le commerce

Les chiffres clés des TPE-PME du commerce



Les TPE-PME du secteur du commerce de la base Statexpert ne sont pas parvenues à rééditer leur performance de 2018 en termes de croissance de leur activité. Compte tenu du contexte dans lequel elles ont évolué, leur croissance soutenue reste clairement une bonne nouvelle, même si les situations demeurent contrastées selon la taille des entreprises considérées.

- Plus de 145 000 entreprises du commerce ont été analysées dans le cadre de cette étude.
- Leur chiffre d'affaires a progressé de +3,5% en 2019.
 - C'est légèrement moins que ce que l'on observe à l'échelle de l'ensemble de la base Statexpert (+3,9%), mais cela reste une excellente performance dans un contexte social tourmenté, qui a pénalisé les commerces (notamment dans les centres-villes) pendant une bonne partie de l'année, que ce soit du fait du mouvement des gilets jaunes ou des grèves massives de la fin de l'année.
 - Selon l'INSEE¹⁵, si le commerce de gros a continué d'accélérer en volume en 2019 (dans un contexte de hausse des prix moins soutenue), l'activité du commerce de détail a en revanche continué de ralentir en volume (et là-aussi, la hausse des prix a été moins prononcée en 2019 qu'en 2018). En revanche, le commerce et la réparation de véhicules automobiles a nettement rebondi en 2019 (+3,4% en volume, contre +1,6% en 2018), avec là-aussi un effet prix positif.
 - Dans ce contexte d'activité (en valeur) malgré tout toujours bien orientée, les entreprises du commerce ont continué d'accroître leurs dépenses d'investissement (+3,3% en 2019, soit 2 points de plus qu'en 2018). Autrement dit, les dirigeants d'entreprises du secteur étaient relativement confiants en l'avenir en 2019. Inutile de dire que cet optimisme n'est plus du tout de mise avec l'année qu'ils ont connue...
- Cette situation d'ensemble, globalement favorable pour le secteur du commerce, masque toutefois des situations qui diffèrent en fonction de la taille des entreprises considérées.
 - Alors que les entreprises les plus grandes de la base Statexpert (plus de 7,5 M€ de chiffre d'affaires) ont affiché un chiffre d'affaires en hausse de +4,2% en 2019, les plus petites (moins de 150 k€ de chiffre d'affaires) ont vu leur activité se contracter de -0,5%, alors même que leur chiffre d'affaires avait déjà baissé en 2018.
 - Les TPE-PME de la base Statexpert exerçant dans le secteur du commerce ont dégagé un chiffre d'affaires moyen de 1 504 k€ en 2019. Un chiffre moyen qui masque des disparités selon la taille de ces entreprises :
 - 87 k€ pour les entreprises de la tranche 1 (moins de 150 k€ de chiffre d'affaires).
 - 369 k€ pour celles de la tranche 2 (entre 150 k€ et 750 k€ de chiffre d'affaires).
 - 2 171 k€ pour celles de la tranche 3 (entre 750 k€ et 7,5 M€ de chiffre d'affaires).
 - 17 587 k€ pour celles de la tranche 4 (entre 7,5 M€ et 50 M€ de chiffre d'affaires).

2019

¹⁵ « Le commerce en 2019 », INSEE, juin 2020.

- En ce qui concerne l'investissement, la plupart des catégories d'entreprises évoluant dans le secteur du commerce ont augmenté leurs dépenses au cours de l'année 2019, à l'exception toutefois des plus grandes d'entre elles.

• Les chiffres clés des TPE-PME du commerce

	2018	2019
Chiffre d'affaires moyen	1 453 k€	1 504 k€
Chiffre d'affaires	+4,0%	+3,5%
Marge commerciale	+3,1%	+2,7%
Valeur ajoutée	+3,5%	+2,8%
Investissement	+1,3%	+3,3%

Source : Données issues de la base Statexpert – Evolutions annuelles sur la base d'un périmètre constant sur trois ans (145 697 entreprises)

Les performances des TPE-PME du commerce

Vue d'ensemble



Si le pouvoir d'achat des ménages a connu sa plus forte progression depuis bien des années en 2019¹⁶, les Français ont eu tendance à privilégier l'épargne plutôt que la consommation. Dans ces conditions, les professionnels du commerce n'ont pas toujours pu activer le levier des prix pour compenser le ralentissement de leur activité en volume.

- Si ces tensions sur les prix ont principalement touché les plus petites entreprises du secteur (le plus souvent des indépendants), toutes en ont souffert. In fine, la marge commerciale des entreprises du secteur a progressé de façon moins marquée que le chiffre d'affaires en 2019, comme cela avait déjà été le cas en 2018. Les TPE-PME du commerce sont toutefois parvenues à afficher un excédent brut d'exploitation en hausse en 2019.
- L'excédent brut d'exploitation des entreprises du secteur soumises à l'IS, qui affichent un chiffre d'affaires moyen de plus de 1,9 M€, a progressé de +3,1% en 2019¹⁷. Pour les entreprises relevant du régime des BIC (moins de 440 k€ de chiffre d'affaires en 2019, en moyenne), la progression de l'excédent brut d'exploitation est restée limitée à +1,4%. Dans ces conditions, le taux d'excédent brut d'exploitation des premières s'est stabilisé à 4,7% de leur chiffre d'affaires et celui des secondes à 10%.
- En dépit de cette stabilisation de leurs performances d'exploitation observée en 2019, les TPE-PME du secteur du commerce analysées dans le cadre de cette étude sont parvenues à améliorer leur résultat net. Finalement, le taux de résultat net des entreprises du secteur soumises à l'IS s'est établi à 2,8% de leur chiffre

¹⁶ Le pouvoir d'achat des ménages a progressé de plus de +2% en 2019, contre une croissance de +1,2% en 2018. C'est la hausse du pouvoir d'achat la plus élevée depuis 2007.

¹⁷ Ces dernières sont en effet parvenues à contenir la progression de leurs charges de personnel qui ont augmenté moins rapidement que leur chiffre d'affaires.

d'affaires en 2019 ; alors que celui des TPE-PME relevant du régime des BIC s'est stabilisé à 9,1% de leur chiffre d'affaires.

Les entreprises soumises à l'IS

- Les performances des TPE-PME du commerce soumises à l'IS

	2017	2018	2019
Chiffre d'affaires moyen	1 784 k€	1 848 k€	1 915 k€
Chiffre d'affaires	-	+4,3%	+3,7%
Marge commerciale	-	+3,4%	+2,9%
Charges de personnel	-	+4,4%	+2,9%
EBE	-	+1,2%	+3,1%
Résultat net	-	+4,1%	+1,6%
Trésorerie	-	+0,9%	+8,1%
Marge commerciale / CA	23,4%	23,2%	23,0%
Charges de pers. / CA	13,7%	13,8%	13,6%
EBE / CA	4,8%	4,7%	4,7%
Résultat net¹⁸ / CA	2,9%	2,9%	2,8%
Trésorerie / Total bilan	16,2%	15,7%	16,3%
BFR (en jours de CA HT)	35,4	36,8	37,2

Source : Données issues de la base Statexpert – Evolutions annuelles sur la base d'un périmètre constant sur trois ans (110 590 entreprises)

¹⁸ Après IS.

Les entreprises relevant des BIC

• Les performances des TPE-PME du commerce relevant des BIC

	2017	2018	2019
Chiffre d'affaires moyen	427 k€	431 k€	436 k€
Chiffre d'affaires	-	+0,9%	+1,2%
Marge commerciale	-	-0,0%	+0,4%
Charges de personnel	-	+0,4%	+0,1%
EBE	-	+0,3%	+1,4%
Résultat net	-	+1,1%	+5,2%
Trésorerie	-	+0,3%	+4,9%
Marge commerciale / CA	27,5%	27,3%	27,1%
Charges de pers. / CA	14,5%	14,4%	14,3%
EBE / CA	10,0%	10,0%	10,0%
Résultat net / CA	8,7%	8,8%	9,1%
Trésorerie / Total bilan	14,5%	14,5%	15,2%
BFR (en jours de CA HT)	11,9	11,8	11,4

Source : Données issues de la base Statexpert – Evolutions annuelles sur la base d'un périmètre constant sur trois ans (32 253 entreprises)

2019

La construction

Les chiffres clés des TPE-PME de la construction



Les TPE-PME de la base Statexpert spécialisées dans la construction¹⁹ ont connu une année 2019 exceptionnelle. Seule ombre au tableau, la légère contraction des performances d'exploitation des entreprises du secteur relevant du régime des BIC.

- L'activité des professionnels de la construction est restée très bien orientée en 2019, avec un chiffre d'affaires en hausse de +6,2%.
 - Notons que les TPE-PME du secteur, qui ont réalisé un chiffre d'affaires moyen de 717 k€ en 2019, sont les seules, parmi les cinq grands secteurs analysés par l'Ordre des experts-comptables, à afficher une croissance plus soutenue en 2019 qu'en 2018. Les plus petites entreprises de la base (celles réalisant moins de 150 k€ de chiffre d'affaires) ont néanmoins une nouvelle fois affiché une croissance sensiblement plus modeste que celle des structures de plus grande taille.
 - Parmi les explications de ce dynamisme : la stabilisation des ventes de logements neufs à un très haut niveau (près de 130 000 unités vendues en 2019 selon les données du ministère de la Transition écologique et solidaire et de la Cohésion des territoires) et une nouvelle année record dans le logement ancien²⁰. Plus d'un million de logements anciens ont en effet été vendus en 2019, or l'achat d'un logement est bien souvent l'occasion de réaliser des travaux, ce qui profite à l'ensemble de la filière construction.
 - Les TPE-PME de la base Statexpert exerçant dans le secteur de la construction ont dégagé un chiffre d'affaires moyen de 717 k€ en 2019. Un chiffre moyen qui masque des disparités selon la taille de ces entreprises :
 - 92 k€ pour les entreprises de la tranche 1 (moins de 150 k€ de chiffre d'affaires).
 - 351 k€ pour celles de la tranche 2 (entre 150 k€ et 750 k€ de chiffre d'affaires).
 - 2 070 k€ pour celles de la tranche 3 (entre 750 k€ et 7,5 M€ de chiffre d'affaires).
 - 14 346 k€ pour celles de la tranche 4 (entre 7,5 M€ et 50 M€ de chiffre d'affaires).
- Dans cet environnement exceptionnel, les TPE-PME du secteur de la construction sont restées très offensives en matière d'investissement en 2019.
 - Toutes les tranches d'entreprises du secteur ont en effet affiché des investissements en hausse de plus l fine, les entreprises du secteur font clairement partie des plus dynamiques en la matière sur la période 2017-2019.

¹⁹ Plus de 108 000 entreprises de ce type ont été analysées dans le cadre de cette étude.

²⁰ 2017 et 2018 avaient en effet déjà été des années exceptionnelles en matière dans l'immobilier ancien.

• Les chiffres clés des TPE-PME du secteur de la construction

	2018	2019
Chiffre d'affaires moyen	675 k€	717 k€
Chiffre d'affaires	+5,4%	+6,2%
Valeur ajoutée	+4,1%	+5,0%
Investissement	+2,2%	+6,9%

Source : Données issues de la base Statexpert – Evolutions annuelles sur la base d'un périmètre constant sur trois ans (108 283 entreprises)

Les performances des TPE-PME de la construction

Vue d'ensemble



L'analyse de l'activité et des performances d'exploitation en fonction du régime fiscal des entreprises de la construction laisse apparaître des situations contrastées.

- Dans le sillage d'une activité très dynamique (+6,8% de progression de leur chiffre d'affaires en 2019), les TPE-PME de la construction soumises à l'IS (977 k€ de chiffre d'affaires moyen en 2019) sont parvenues à transformer l'essai en matière de performances d'exploitation.
 - Leur excédent brut d'exploitation a en effet bondi de +10% en 2019, ce qui a permis à leur taux d'excédent brut d'exploitation de retrouver son niveau de 2017, à 6,1% de leur chiffre d'affaires. Dans ces conditions, leur taux de résultat net s'est lui aussi redressé, à 3,8% du chiffre d'affaires (et il a, lui aussi, retrouvé le niveau qui était le sien en 2017).
 - Les entreprises du secteur de la construction relevant du régime des BIC (180 k€ de chiffre d'affaires moyen en 2019), qui ont connu une croissance de leur activité nettement moins soutenue (+0,6% en 2019), ne sont quant à elles pas parvenues à accroître leur excédent brut d'exploitation au cours du dernier exercice. Dans ces conditions, leur taux d'excédent brut d'exploitation s'est replié, pour s'établir à 17,5% de leur chiffre d'affaires.
- Notons toutefois que ces entreprises sont tout de même parvenues, en dépit de ces tensions sur leurs performances d'exploitation, à redresser (légèrement) leur taux de résultat net en 2019.

Les entreprises soumises à l'IS

• Les performances des TPE-PME du secteur de la construction soumises à l'IS

	2017	2018	2019
Chiffre d'affaires moyen	865 k€	915 k€	977 k€
Chiffre d'affaires	-	+5,8%	+6,8%
Charges de personnel	-	+4,5%	+4,7%
EBE	-	+3,0%	+10,0%
Résultat net	-	+3,5%	+8,2%
Trésorerie	-	+1,3%	+9,0%
<hr/> <hr/>			
Charges de pers. / CA	29,3%	28,9%	28,4%
EBE / CA	6,1%	5,9%	6,1%
Résultat net ²¹ / CA	3,8%	3,7%	3,8%
Trésorerie / Total bilan	22,8%	21,9%	22,7%
BFR (en jours de CA HT)	61,9	63,2	62,6

Source : Données issues de la base Statexpert – Evolutions annuelles sur la base d'un périmètre constant sur trois ans (72 998 entreprises)

²¹ Après IS.

Les entreprises relevant des BIC

• Les performances des TPE-PME du secteur de la construction relevant des BIC

	2017	2018	2019
Chiffre d'affaires moyen	177 k€	179 k€	180 k€
Chiffre d'affaires	-	+1,4%	+0,6%
Charges de personnel	-	+0,8%	+0,3%
EBE	-	+1,4%	-0,2%
Résultat net	-	+2,0%	+1,2%
Trésorerie	-	-0,2%	+5,5%
<hr/>			
Charges de pers. / CA	24,3%	24,1%	24,0%
EBE / CA	17,7%	17,7%	17,5%
Résultat net / CA	15,5%	15,6%	15,7%
Trésorerie / Total bilan	23,8%	24,4%	26,4%
BFR (en jours de CA HT)	47,1	44,0	38,7

Source : Données issues de la base Statexpert – Evolutions annuelles sur la base d'un périmètre constant sur trois ans (35 236 entreprises)

L'hébergement-restauration

Les chiffres clés des TPE-PME de l'hébergement-restauration



La croissance des entreprises de la base Statexpert évoluant dans le secteur de l'hébergement-restauration a marqué le pas en 2019. Dans un contexte social peu propice, notamment dans certaines régions, leur chiffre d'affaires a en effet progressé de façon moins marquée qu'en 2018.

- Plus de 55 000 entreprises du secteur de l'hébergement-restauration ont été analysées dans le cadre de cette étude. Leur chiffre d'affaires a progressé, en moyenne, de +2,1% en 2019, soit 1,4 point de moins que ce que l'on pouvait observer en 2018.
 - Il existe des différences de taux de croissance notables en fonction de la taille dans le secteur de l'hébergement-restauration. Alors que le chiffre d'affaires des plus petites entreprises de l'échantillon²² a progressé de seulement +0,3% en 2019 (soit sensiblement le même rythme qu'en 2018), les plus grandes (plus de 7,5 M€ de chiffre d'affaires) ont connu une augmentation de leur chiffre d'affaires de +2,8%.

²² Moins de 150 k€ de chiffre d'affaires, en moyenne, sur les trois dernières années.

- Ces différences en fonction de la taille des TPE-PME de l'hébergement-restauration doivent être mises en parallèle avec la nature de ces entreprises.
- Les plus petites structures, qui souffrent de plus en plus, sont bien souvent des indépendants, alors que les entités d'une certaine taille sont régulièrement adossées à des groupes plus structurés, ce qui leur a permis de faire évoluer leur offre pour mieux coller aux nouvelles attentes des consommateurs.
- Notons enfin le cas particulier des professionnels du tourisme en Ile-de-France, qui ont beaucoup souffert, notamment en fin d'année 2019. Alors que leur croissance avait été nettement supérieure à la moyenne nationale en 2018 (plus de +6%), le coup d'arrêt a été brutal en 2019. En dépit d'un début d'année bien orienté, leur chiffre d'affaires n'a progressé que de +1,4% en 2019. Et inutile de dire qu'il ne faudra pas compter sur 2020 pour redresser la barre...
- Les TPE-PME de la base Statexpert exerçant dans le secteur de l'hébergement-restauration ont dégagé un chiffre d'affaires moyen de 486 k€ en 2019. Un chiffre moyen qui masque de sérieuses disparités selon la taille de ces entreprises :
 - 89 k€ pour les entreprises de la tranche 1 (moins de 150 k€ de chiffre d'affaires).
 - 347 k€ pour celles de la tranche 2 (entre 150 k€ et 750 k€ de chiffre d'affaires).
 - 1 704 k€ pour celles de la tranche 3 (entre 750 k€ et 7,5 M€ de chiffre d'affaires).
 - 12 914 k€ pour celles de la tranche 4 (entre 7,5 M€ et 50 M€ de chiffre d'affaires).
- En dépit de ce ralentissement qu'elles considéraient certainement comme ponctuel à l'époque, les entreprises du secteur ont malgré tout fait preuve d'un certain dynamisme en matière d'investissement, avec des dépenses en progression de près de +3% en 2019.
 - Et si ce sont une nouvelle fois les entreprises d'une certaine taille qui se sont montrées les plus dynamiques en matière d'investissement, il est intéressant de noter que toutes les catégories d'entreprises du secteur, quelle que soit leur taille, ont accru leurs dépenses en la matière en 2019 (ce qui n'était pas le cas en 2018).
 - Autrement dit, les professionnels du secteur avaient globalement retrouvé le moral dans le sillage de deux années (2017 et 2018) bien orientées.
- Signalons enfin que, sans grande surprise dans ce contexte, les tensions concurrentielles sont demeurées fortes dans le secteur de l'hébergement-restauration. Illustration de ce phénomène, la marge commerciale des professionnels du secteur analysés dans le cadre de cette étude a certes progressé en 2019, mais une nouvelle fois moins rapidement que le chiffre d'affaires. Une situation que les TPE-PME de l'hébergement-restauration avaient déjà connue en 2018 et qui, in fine, a fait perdre 0,3 point à leur taux de marge sur la période 2017-2019.

- Les chiffres clés des TPE-PME du secteur de l'hébergement-restauration

	2018	2019
Chiffre d'affaires moyen	476 k€	486 k€
Chiffre d'affaires	+3,5%	+2,1%
Marge commerciale	+2,6%	+1,6%
Valeur ajoutée	+4,0%	+2,1%
Investissement	-1,5%	+2,9%

Source : Données issues de la base Statexpert – Evolutions annuelles sur la base d'un périmètre constant sur trois ans (55 128 entreprises)

Les performances des TPE-PME de l'hébergement-restauration

Vue d'ensemble



Alors que ce sont les entreprises soumises à l'IS qui ont affiché la plus forte croissance de leur activité en 2019, ce sont celles relevant du régime des BIC qui ont enregistré les meilleures performances d'exploitation au cours de l'année.

- Les TPE-PME soumises à l'IS (en moyenne, des entreprises de plus grande taille²³) ont ainsi enregistré une progression de leur chiffre d'affaires de +2,2%, mais leur excédent brut d'exploitation n'a progressé « que » de +2,0%. Dans ces conditions, leur taux d'excédent brut d'exploitation, qui s'est établi à 10,8% de leur chiffre d'affaires en 2019, n'a pas retrouvé son niveau de 2017.
- A l'inverse, les entreprises du secteur de l'hébergement-restauration relevant du régime des BIC ont affiché un excédent brut d'exploitation en hausse de +4,0% en 2019, alors que leur activité n'a progressé « que » de +1,5%. Dans ces conditions, leur taux d'excédent brut d'exploitation s'est de nouveau amélioré, pour flirter avec les 18% du chiffre d'affaires (soit un gain de 0,7 point par rapport à 2017). Notons que ces très bonnes performances sont essentiellement le fait d'une très grande prudence en matière d'évolution des charges de personnel, que ces entreprises sont parvenues à stabiliser en 2019.
- Ces deux catégories d'entreprises ont en revanche affiché les mêmes profils d'évolution en ce qui concerne leur résultat net, avec un résultat net en hausse et une remontée de leur taux de résultat net. Ce dernier a ainsi représenté 4,9% du chiffre d'affaires des entreprises du secteur de l'hébergement-restauration soumises à l'IS en 2019 (soit 0,5 point de plus qu'en 2017) et 13,6% de celui des structures relevant du régime des BIC (soit 1,8 point de plus qu'en 2017).

²³ En 2018, le chiffre d'affaires moyen des entreprises de ce type s'établissait à plus de 600 000 euros, soit près de trois fois plus que celui des entreprises du secteur relevant du régime des BIC.

Les entreprises soumises à l'IS

- Performances des TPE-PME du secteur de l'hébergement-restauration soumises à l'IS

	2017	2018	2019
Chiffre d'affaires moyen	567 k€	588 k€	601 k€
Chiffre d'affaires	-	+3,7%	+2,2%
Marge commerciale	-	+2,8%	+1,8%
Charges de personnel	-	+4,3%	+2,2%
EBE	-	+2,1%	+2,0%
Résultat net	-	+5,6%	+10,3%
Trésorerie	-	+3,7%	+10,8%
Marge commerciale / CA	20,2%	20,0%	19,9%
Charges de pers. / CA	34,1%	34,3%	34,2%
EBE / CA	10,9%	10,8%	10,8%
Résultat net²⁴ / CA	4,4%	4,5%	4,9%
Trésorerie / Total bilan	15,9%	16,1%	17,5%
BFR (en jours de CA HT)	-14,8	-14,7	-14,2

Source : Données issues de la base Statexpert – Evolutions annuelles sur la base d'un périmètre constant sur trois ans (39 075 entreprises)

²⁴ Après IS.

Les entreprises relevant des BIC

• Performances des TPE-PME du secteur de l'hébergement-restauration relevant des BIC

	2017	2018	2019
Chiffre d'affaires moyen	198 k€	202 k€	205 k€
Chiffre d'affaires	-	+2,1%	+1,5%
Marge commerciale	-	+0,9%	+0,7%
Charges de personnel	-	+1,5%	-0,0%
EBE	-	+4,1%	+4,0%
Résultat net	-	+8,9%	+10,3%
Trésorerie	-	+5,7%	+9,7%
Marge commerciale / CA	25,2%	24,9%	24,7%
Charges de pers. / CA	27,9%	27,7%	27,3%
EBE / CA	17,2%	17,5%	17,9%
Résultat net / CA	11,8%	12,6%	13,6%
Trésorerie / Total bilan	12,5%	13,2%	14,4%
BFR (en jours de CA HT)	-25,7	-26,2	-26,2

Source : Données issues de la base Statexpert – Evolutions annuelles sur la base d'un périmètre constant sur trois ans (16 022 entreprises)

L'industrie manufacturière

Les chiffres clés des TPE-PME de l'industrie manufacturière



La croissance de l'activité des TPE-PME industrielles françaises a certes marqué le pas en 2019, mais elle est demeurée soutenue. Les dirigeants d'entreprises sont d'ailleurs restés plutôt optimistes, avec des dépenses d'investissement toujours en hausse significative.

- 2019 a marqué la troisième année de croissance soutenue pour les entreprises industrielles de la base Statexpert (plus de 52 000 entreprises analysées dans le cadre de cette étude). Leur chiffre d'affaires a en effet progressé de +3,0%, contre +4,1% durant l'année 2018²⁵. Le constat est toutefois le même dans l'industrie manufacturière que dans la plupart des secteurs suivis par l'Ordre des experts-comptables dans le cadre de son étude annuelle sur la santé des TPE-PME françaises : toutes les entreprises ne profitent pas de la même façon de cet environnement globalement favorable.
 - Au sein des entreprises industrielles d'une certaine taille (celles dont le chiffre d'affaires est supérieur à 750 k€, en moyenne, sur les trois dernières années), tout va bien, avec un chiffre d'affaires en hausse de plus de +3% en 2019, après une progression de plus de +4% en 2018.
 - La situation est en revanche plus compliquée pour les structures de plus petite taille. Si les entités réalisant entre 150 et 750 k€ de chiffre d'affaires sont parvenues à accroître leur activité en 2019 (+2,2%, soit sensiblement le même rythme qu'en 2018), cela n'a pas été le cas des plus petites entreprises de notre échantillon (moins de 150 k€ de chiffre d'affaires). Leur activité s'est en effet contractée de -0,6% en 2019, alors qu'elle avait déjà baissé de -0,9% en 2018.
 - Les TPE-PME de la base Statexpert exerçant dans le secteur de l'industrie manufacturière ont dégagé un chiffre d'affaires moyen de 1 491 k€ en 2019. Un chiffre moyen qui masque des disparités selon la taille de ces entreprises :
 - 86 k€ pour les entreprises de la tranche 1 (moins de 150 k€ de chiffre d'affaires).
 - 375 k€ pour celles de la tranche 2 (entre 150 k€ et 750 k€ de chiffre d'affaires).
 - 2 329 k€ pour celles de la tranche 3 (entre 750 k€ et 7,5 M€ de chiffre d'affaires).
 - 15 995 k€ pour celles de la tranche 4 (entre 7,5 M€ et 50 M€ de chiffre d'affaires).
- Selon l'INSEE²⁶, l'industrie pharmaceutique et la construction de produits informatiques, électroniques et d'optique ont été les segments industriels les plus dynamiques en termes de production en 2019, avec des hausses de respectivement +6,2% et +2,8%. La production de l'industrie agroalimentaire (un des principaux segments de l'industrie française), qui avait rebondi en 2018, s'est, en revanche, de nouveau contractée en 2019 (-0,5%).
- En dépit de ce ralentissement de l'activité au sein de la filière industrielle, les professionnels du secteur sont restés globalement optimistes. Seules les entreprises de la tranche 2 (entre 150 et 750 k€ de chiffre d'affaires sur les trois dernières années) ont en effet stabilisé leurs dépenses d'investissement. Pour les trois autres tranches, y compris les plus petites entreprises de la base, les hausses ont été soutenues.

²⁵ Notons toutefois que la valeur ajoutée des entreprises de l'industrie manufacturière a progressé de façon moins marquée que le chiffre d'affaires en 2019 (comme cela avait d'ailleurs déjà été le cas l'année précédente).

²⁶ Indicateurs macroéconomiques de l'industrie manufacturière – INSEE, juin 2020

• Les chiffres clés des TPE-PME du secteur de l'industrie manufacturière

	2018	2019
Chiffre d'affaires moyen	1 448 k€	1 491 k€
Chiffre d'affaires	+4,1%	+3,0%
Valeur ajoutée	+3,4%	+2,6%
Investissement	+6,6%	+4,3%

Source : Données issues de la base Statexpert – Evolutions annuelles sur la base d'un périmètre constant sur trois ans (52 040 entreprises)

Les performances des TPE-PME de l'industrie manufacturière

Vue d'ensemble



En matière de performances d'exploitation, les TPE-PME industrielles ont connu des fortunes diverses en 2019.

- Les entreprises industrielles soumises à l'IS (les plus grandes, en moyenne²⁷) ont certes réussi à accroître leur excédent brut d'exploitation en 2019 (+3,0%, soit peu ou prou le même niveau que la hausse du chiffre d'affaires).
 - Mais cela n'a donc pas permis à ces entreprises (près de 40 000 TPE-PME de ce type ont été analysées dans le cadre de cette étude) de redresser leur taux d'excédent brut d'exploitation, qui s'est stabilisé à 7,2% de leur chiffre d'affaires en 2019, contre 7,3% en 2017.
 - Après une année 2018 compliquée, les TPE-PME relevant du régime des BIC ont, en revanche, nettement redressé leur taux d'excédent brut d'exploitation. Ce dernier s'est en effet établi à 15,9% de leur chiffre d'affaires en 2019. C'est certes 0,1 point de moins qu'en 2017, mais c'est 0,3 point de plus qu'en 2018. Dans un contexte de croissance molle de leur activité, les entreprises de ce type ont fait preuve d'une extrême prudence en matière salariale, avec des charges de personnel en baisse de près de -1,0%.
- On note également des évolutions divergentes en ce qui concerne le taux de résultat net des TPE-PME industrielles françaises. Celui des entreprises soumises à l'IS (de loin les plus nombreuses rappelons-le) s'est en effet contracté sur la période 2017-2019, pour s'établir à 3,8% de leur chiffre d'affaires en fin de période ; alors que celui des entités relevant du régime des BIC s'est redressé en 2019, à 14% de leur chiffre d'affaires (soit 0,5 point de plus qu'en 2017).

2019

²⁷ Notons que l'industrie est un des secteurs dans lesquels l'écart de taille entre les entreprises soumises à l'IS et celles relevant dans BIC est le plus important. Alors que le chiffre d'affaires moyen des premières s'approche de la barre des 1,9 M€, celui des secondes s'est établi à un peu plus 210 k€ en 2019.

Les entreprises soumises à l'IS

• Performances des TPE-PME du secteur de l'industrie manufacturière soumises à l'IS

	2017	2018	2019
Chiffre d'affaires moyen	1 752 k€	1 825 k€	1 882 k€
Chiffre d'affaires	-	+4,2%	+3,1%
Charges de personnel	-	+3,5%	+2,7%
EBE	-	+3,1%	+3,0%
Résultat net	-	+2,5%	-0,9%
Trésorerie	-	+1,1%	+7,0%
<hr/> <hr/>			
Charges de pers. / CA	26,0%	25,8%	25,7%
EBE / CA	7,3%	7,2%	7,2%
Résultat net / CA	4,1%	4,0%	3,8%
Trésorerie / Total bilan	18,6%	18,1%	18,7%
BFR (en jours de CA HT)	71,3	72,4	73,4

Source : Données issues de la base Statexpert – Evolutions annuelles sur la base d'un périmètre constant sur trois ans (39 896 entreprises)

Les entreprises relevant des BIC

• Performances des TPE-PME du secteur de l'industrie manufacturière relevant des BIC

	2017	2018	2019
Chiffre d'affaires moyen	208 k€	210 k€	213 k€
Chiffre d'affaires	-	+1,1%	+1,2%
Charges de personnel	-	-0,0%	-0,8%
EBE	-	-1,4%	+2,8%
Résultat net	-	+0,1%	+6,2%
Trésorerie	-	+0,6%	+9,0%
Charges de pers. / CA	29,1%	28,8%	28,2%
EBE / CA	16,0%	15,6%	15,9%
Résultat net / CA	13,5%	13,3%	14,0%
Trésorerie / Total bilan	17,4%	17,6%	19,1%
BFR (en jours de CA HT)	13,5	13,3	13,0

Source : Données issues de la base Statexpert – Evolutions annuelles sur la base d'un périmètre constant sur trois ans (11 773 entreprises)

Le transport-entreposage

Les chiffres clés des TPE-PME du transport-entreposage



Le secteur du transport-entreposage est resté dynamique en 2019, mais il a nettement marqué le pas par rapport aux années précédentes.

- Les TPE-PME de ce secteur figurant dans la base Statexpert (près de 23 000 entreprises analysées dans le cadre de cette étude) ont affiché une progression de leur chiffre d'affaires de +4,3% en 2019, soit près de 3 points de moins qu'en 2018. Sans grande surprise, les entreprises du transport-entreposage ont souffert des mouvements sociaux qui ont émaillé l'année 2019²⁸.
 - L'analyse de l'activité en fonction de la taille des entreprises montre que ce sont clairement les plus petites d'entre elles qui ont le plus souffert en 2019.
 - Le chiffre d'affaires des TPE réalisant moins de 150 k€ de chiffre d'affaires a en effet affiché une progression symbolique : +0,1% (pour mémoire, leur chiffre d'affaires avait progressé de +2,4% l'année précédente).

²⁸ Notons que, comme on peut l'observer dans la plupart des secteurs étudiés, la valeur ajoutée des entreprises du transport-entreposage a progressé moins rapidement que le chiffre d'affaires en 2019 (ce qui avait déjà été le cas en 2018).

- Pour les trois autres catégories d'entreprises du secteur, la croissance de l'activité est demeurée soutenue, avec des progressions de chiffre d'affaires comprises entre +4% et +5%.
- Les TPE-PME de la base Statexpert exerçant dans le secteur du transport-entreposage ont dégagé un chiffre d'affaires moyen de 995 k€ en 2019. Un chiffre moyen qui masque des disparités selon la taille de ces entreprises :
 - 72 k€ pour les entreprises de la tranche 1 (moins de 150 k€ de chiffre d'affaires).
 - 377 k€ pour celles de la tranche 2 (entre 150 k€ et 750 k€ de chiffre d'affaires).
 - 2 455 k€ pour celles de la tranche 3 (entre 750 k€ et 7,5 M€ de chiffre d'affaires).
 - 15 036 k€ pour celles de la tranche 4 (entre 7,5 M€ et 50 M€ de chiffre d'affaires).
- Si la croissance de l'activité a été moins explosive qu'en 2018, les professionnels du secteur sont demeurés très dynamiques en matière d'investissement. Leurs dépenses en la matière ont en effet progressé de façon soutenue pour toutes les tranches d'entreprises, la palme de la croissance revenant aux plus grandes entreprises de la base en 2019 (plus de 7,5 M€ de chiffre d'affaires moyen sur les trois derniers exercices).

• Les chiffres clés des TPE-PME du secteur du transport-entreposage

	2018	2019
Chiffre d'affaires moyen	955 k€	995 k€
Chiffre d'affaires	+7,2%	+4,3%
Valeur ajoutée	+4,5%	+3,6%
Investissement	+3,8%	+5,2%

Source : Données issues de la base Statexpert – Evolutions annuelles sur la base d'un périmètre constant sur trois ans (22 598 entreprises)

Les performances des TPE-PME du transport-entreposage

Vue d'ensemble



En dépit d'une activité toujours dynamique, les tensions concurrentielles sont demeurées fortes pour les entreprises du transport-entreposage. Dans ces conditions, leurs performances d'exploitation se sont une nouvelle fois contractées.

- Les entreprises du secteur sont restées prudentes en matière de progression de leur masse salariale en 2019, mais cela n'a pas suffi. Comme c'était le cas en 2018, elles n'ont pas été en mesure de répercuter sur leurs clients l'augmentation de leurs charges.
 - Les TPE-PME soumises à l'IS ont certes affiché un excédent brut d'exploitation en hausse en 2019, mais cette progression est sensiblement inférieure à celle de leur chiffre d'affaires. Leur taux d'excédent brut d'exploitation s'est donc contracté pour la deuxième année consécutive, pour finalement tomber sous la barre des 5% de leur chiffre d'affaires. Pour mémoire, il flirtait avec les 6% en 2017...
 - En ce qui concerne les entreprises relevant du régime des BIC, l'excédent d'exploitation s'est inscrit en baisse en 2019 (-2,3%). Dans ces conditions, le taux d'excédent brut d'exploitation de ces structures a, lui aussi, un nouvelle fois baissé en 2019. Il s'est établi à 23% de leur chiffre d'affaires, soit 1,8 point de moins que son niveau de 2017.
- En ce qui concerne le résultat net, les évolutions sont en revanche contrastées selon le régime fiscal des TPE-PME du secteur :
 - Les entreprises soumises à l'IS ont dû composer avec une nouvelle baisse de leur résultat net en 2019 (-5,1%, après une contraction de -4,1% en 2018). Et, in fine, leur taux de résultat net est tombé à 2,8% de leur chiffre d'affaires en 2019, contre 3,4% en 2017.
 - On observe la situation inverse pour les entreprises relevant du régime des BIC²⁹. Leur résultat net a progressé en 2019, comme en 2018. Et, en 2019, leur taux de résultat net s'est même redressé, à 19,1% de leur chiffre d'affaires (soit presque leur niveau de 2017).

2019

²⁹ Des entreprises qui sont, en moyenne, beaucoup plus petites que celles soumises à l'IS : 121 k€ de chiffre d'affaires moyen en 2019 pour les premières, contre près de 1,6 M# pour les secondes.

Les entreprises soumises à l'IS

• Les chiffres clés des TPE-PME du secteur du transport-entreposage soumises à l'IS

	2017	2018	2019
Chiffre d'affaires moyen	1 421 k€	1 525 k€	1 593 k€
Chiffre d'affaires	-	+7,3%	+4,5%
Charges de personnel	-	+6,4%	+4,5%
EBE	-	-5,8%	+1,2%
Résultat net	-	-4,1%	-5,1%
Trésorerie	-	+3,6%	+10,8%
Charges de pers. / CA	30,5%	30,3%	30,3%
EBE / CA	5,8%	5,0%	4,9%
Résultat net / CA	3,4%	3,1%	2,8%
Trésorerie / Total bilan	19,8%	19,3%	20,8%
BFR (en jours de CA HT)	32,5	32,0	31,1

Source : Données issues de la base Statexpert – Evolutions annuelles sur la base d'un périmètre constant sur trois ans (13 422 entreprises)

Les entreprises relevant des BIC

• Les chiffres clés des TPE-PME du secteur du transport-entreposage relevant des BIC

	2017	2018	2019
Chiffre d'affaires moyen	115 k€	120 k€	121 k€
Chiffre d'affaires	-	+4,3%	+1,0%
Charges de personnel	-	+2,4%	+0,5%
EBE	-	+0,2%	-2,3%
Résultat net	-	+2,6%	+2,2%
Trésorerie	-	+3,6%	+5,0%
<hr/>			
Charges de pers. / CA	26,5%	26,0%	25,9%
EBE / CA	24,8%	23,8%	23,0%
Résultat net / CA	19,2%	18,9%	19,1%
Trésorerie / Total bilan	12,3%	12,5%	13,1%
BFR (en jours de CA HT)	21,6	21,4	20,0

Source : Données issues de la base Statexpert – Evolutions annuelles sur la base d'un périmètre constant sur trois ans (9 162 entreprises)



Repères méthodologiques

Les experts-comptables confirment leur rôle essentiel d'éclaireurs dans la prise de décision des acteurs économiques grâce à un outil statistique unique sur les données économiques et sociales des TPE et des PME.

Acteurs majeurs des déclarations des entreprises et des particuliers, les experts-comptables donnent une deuxième vie aux déclarations fiscales et sociales des entreprises :

- En télédéclarant les données de leurs clients, les experts-comptables contribuent depuis plusieurs années à alimenter une des plus grandes bases de données existantes sur les PME.
- En analysant et en diffusant ces données, ils renforcent leur rôle d'acteur majeur de la vie économique.

Grâce à Statexpert, cet outil statistique unique, la profession comptable :

- Produit un outil d'analyse et de benchmark macro-économique précieux pour les entreprises.
- Éclaire les pouvoirs publics sur la situation économique des secteurs et des territoires.
- Mesure en temps réel l'impact des politiques publiques sur les TPE-PME.

Qu'est-ce que Statexpert ?

Statexpert est la base de données (anonymisées) issues des flux télédéclarés par les experts-comptables.

Le rôle des experts-comptables va, en effet, bien au-delà de la production de chiffres. Et, Statexpert est une illustration concrète du rôle joué par les experts-comptables en tant que :

- Partenaires quotidiens des TPE et des PME.
- Acteurs majeurs du paysage économique français.

Une base de données originale

Statexpert est une base de données originale à plus d'un titre :

- Par l'universalité des données qu'elle contient sur :
 - Tous les régimes fiscaux (BIC, BNC, BA, Impôt sur les sociétés).
 - Tous les types d'entreprises (sociétés, entreprises individuelles, associations...).
- Par le volume des données traitées³⁰.
 - Environ 290 000 déclarations de TVA par mois et 50 000 par trimestre...
 - ...représentant un chiffre d'affaires d'environ 15 Mds€ par mois.
 - Un million de liasses fiscales annuelles.
 - Statexpert, ce sont des centaines de milliers de lignes et des millions d'informations traitées chaque mois.
- Par la fraîcheur des données disponibles :
 - Les données de Statexpert sont liées aux échéances déclaratives des entreprises.
 - Autrement dit, elles sont disponibles en temps réel, quelques jours seulement après les dates des déclarations.

³⁰Les données reçues des portails déclaratifs sont triées, filtrées, organisées et analysées avant d'être intégrées dans Statexpert.

- Par la diversité des données analysées :
 - Tous les mois : chiffre d'affaires, export, investissement...
 - Chaque année : tous les éléments issus des comptes annuels des entreprises (rentabilité, financement, trésorerie...).
- Par la fiabilité et l'exhaustivité des données :
 - Statexpert est la seule base de données issue de flux d'informations transmis aux organismes fiscaux et sociaux et non de comptes déposés aux greffes.
 - Les données de la base Statexpert sont, par ailleurs, normées par les standards de qualité des portails télédéclaratifs.
- Par la finesse des données :
 - Possibilité d'analyses nationales, régionales et départementales.
 - Possibilité d'analyses sectorielles, par code NAF ou secteurs d'activité.
 - Possibilité d'analyses par taille d'entreprise.

A noter : La rareté des données de Statexpert va augmenter avec la prochaine non-accessibilité des comptes déposés au greffe pour les PME de moins de 8 millions d'euros de chiffre d'affaires.

Le périmètre de la base

Les données de la base Statexpert sont issues de différentes sources de données :

- Les déclarations de TVA :
 - Données mensuelles et trimestrielles.
 - Les déclarations de TVA fournissent des données sur le chiffre d'affaires encaissé, le chiffre d'affaires encaissé à l'export et l'investissement des entreprises.
- Les liasses fiscales (déclarations TDFC) :
 - Données annuelles.
 - Les déclarations TDFC fournissent tous les éléments des comptes annuels des entreprises. Le chiffre d'affaires présenté est celui réalisé, qu'il ait été encaissé ou non.

Le périmètre des informations est national. Les informations sont classées par activité (code NAF), région, département, régime fiscal.

Les secteurs d'activité analysés

Les 5 secteurs d'activité suivis par l'ordre des experts-comptables font partie des macro-secteurs définis par l'INSEE³¹.

Code	Libellé
C	Industrie manufacturière
F	Construction
G	Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles
H	Transports et entreposage
I	Hébergement et restauration

³¹ http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=nomenclatures/naf2008/liste_n1.htm

Le coin des amateurs...

Voici quelques compléments techniques sur la base Statexpert.

L'échantillon et le périmètre comparable

Seules les TPE-PME réalisant un chiffre d'affaires annuel compris entre 20 K€ et 50 M€ sont analysées. Les entreprises réalisant moins de 20 K€ ou plus de 50 M€ de chiffre d'affaires ont été exclues de l'échantillon.

Dans la mesure où la base Statexpert n'est pas exhaustive, toutes les données sont gérées à **périmètre comparable**³². Ainsi, pour les données relatives au chiffre d'affaires par exemple, l'échantillon retenu correspond aux entreprises ayant établi une déclaration de TVA sur la période analysée ET sur la même période de l'année précédente :

- Une entreprise ayant établi une déclaration de TVA pour le mois de juin 2020 ne sera donc conservée que si elle a également établi une déclaration pour le mois de juin 2019.
- A l'inverse, une entreprise qui a établi une déclaration de TVA en juin 2020, mais pas en juin 2019, sera exclue de l'analyse.
- Les données trimestrielles et annuelles sont traitées selon le même principe.

Autrement dit, l'échantillon ne comprend donc :

- Aucune entreprise créée sur la période. Les entreprises nouvellement créées ne seront intégrées dans l'échantillon que lorsqu'elles présenteront des données pour **chacune des périodes comparées**.
- Aucune entreprise disparue sur la période.

Notons également que les comparaisons sont réalisées sur la base du numéro SIREN des entreprises. Ainsi, si une entreprise a réalisé une opération de croissance externe au cours d'un exercice, elle reste dans la base Statexpert. Des filtres permettent toutefois d'éliminer les variations aberrantes liées à ce genre d'opérations.

Concrètement, cette contrainte méthodologique, qui garantit la rigueur et permet la comparabilité des données implique :

- Que l'analyse porte sur les entreprises pérennes sur la période analysée ; celles qui représentent le cœur de l'activité.
- Que les retournements de tendances, que ce soit à la hausse ou à la baisse, sont lissés :
 - A la hausse dans la mesure où les entreprises créées ne sont pas analysées.
 - A la baisse dans la mesure où les entreprises disparues ne sont pas analysées.

Cette méthodologie est appliquée car, compte tenu de l'anonymat des données, il est impossible de faire la différence entre :

- Une entreprise effectivement créée et une entreprise qui se mettrait à utiliser un des portails déclaratifs participant au projet.
- Une entreprise effectivement disparue et une entreprise qui, pour une raison ou pour une autre, arrêterait d'utiliser un des portails déclaratifs participant au projet : changement de portail, changement d'expert-comptable...

³² On parle souvent d'iso périmètre.

Le périmètre comparable est recalculé tous les mois à partir des données de la période. Ainsi, une entreprise exclue sur une période peut parfaitement être intégrée dans le périmètre comparable du mois suivant.

Précisions méthodologiques³³

- Périmètre constant :
 - L'analyse porte sur un échantillon constant d'entreprises ayant déclaré un chiffre d'affaires pour les trois années analysées : 2017, 2018 et 2019.
 - In fine, l'analyse porte sur un échantillon de près de 880 000 d'entreprises représentant un chiffre d'affaires cumulé de plus de 615 Mds€ en 2019.
- Constitution des échantillons par taille :
 - Afin d'affiner l'analyse, l'échantillon global a été scindé en quatre sous-échantillon, en fonction de la taille des entreprises.
 - Quatre sous-échantillons ont été constitués :
 - Les entreprises qui ont réalisé un chiffre d'affaires annuel moyen sur les 3 dernières années inférieur à 150 k€, soit plus de 403 000 entreprises, pour un chiffre d'affaires cumulé de 32,4 Mds€ en 2019.
 - Les entreprises qui ont réalisé un chiffre d'affaires annuel moyen sur les 3 dernières années compris entre 150 k€ et 750 k€, soit plus de 327 000 entreprises, pour un chiffre d'affaires cumulé de 112,3 Mds€ en 2019.
 - Les entreprises qui ont réalisé un chiffre d'affaires annuel moyen sur les 3 dernières années compris entre 750 k€ et 7,5 M€, soit plus de 133 000 entreprises, pour un chiffre d'affaires cumulé de 278,6 Mds€ en 2019.
 - Les entreprises qui ont réalisé un chiffre d'affaires annuel moyen sur les 3 dernières années supérieur à 7,5 M€, soit près de 12 000 entreprises, pour un chiffre d'affaires cumulé de 192,3 Mds€ en 2019.
- Signification des ratios analysés :
 - Taux de marge commerciale : marge commerciale / chiffre d'affaires.
 - Taux de valeur ajoutée : valeur ajoutée / chiffre d'affaires.
 - Taux d'excédent brut d'exploitation : EBE / chiffre d'affaires.
 - Taux de résultat net : résultat net / chiffre d'affaires.
 - BFR : (stocks + créances clients – dettes fournisseurs) / (chiffre d'affaires / 360).

Contacts / Informations

Pour toute information ou tout renseignement :

-
- Contact technique Statexpert / Image PME :
 - Marc MALARD - mmalard@cs.experts-comptables.org

2019

³³ Des points méthodologiques plus précis sont présentés dans les parties qui le nécessitent.



2019